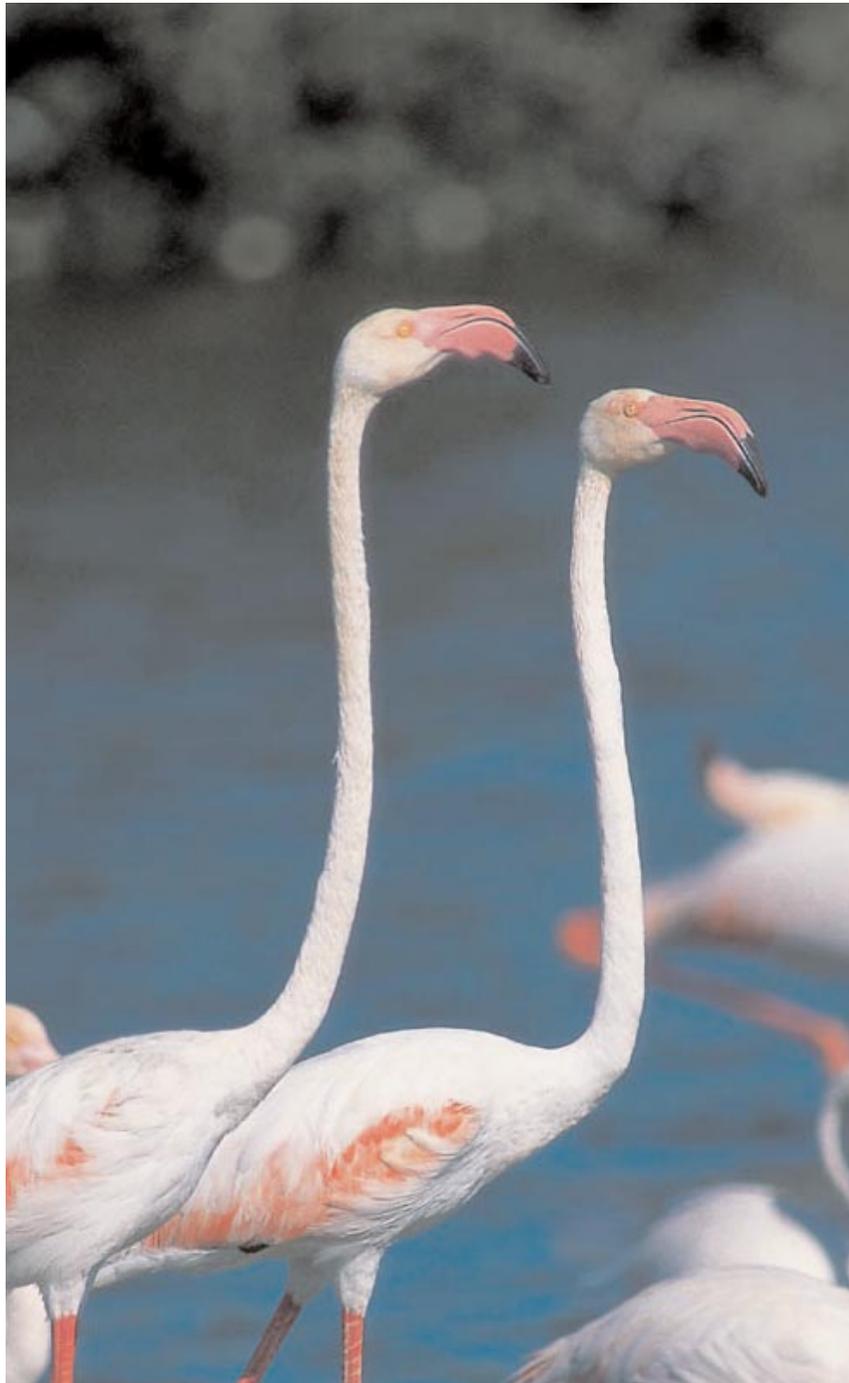


L'ENVIRONNEMENT,  
LA FAUNE ET LA FLORE



## L'ENVIRONNEMENT, LA FAUNE ET LA FLORE

D'ÉNORMES PROGRÈS ONT ÉTÉ ACCOMPLIS en matière de développement et de protection de l'environnement au cours de l'année dernière et les questions relatives à ces domaines restent parmi les plus importantes à l'ordre du jour politique. Les débats et le dialogue se poursuivent aux niveaux intergouvernemental et national, les organisations non gouvernementales assumant un rôle de plus en plus grand. Des conférences, des expositions et des ateliers ont lieu régulièrement, animés par des organismes fédéraux, des agences et des organes gouvernementaux qui leur sont associés, ainsi que par des établissements d'enseignement, en particulier les universités ; tout ceci s'effectuant souvent en collaboration avec des organisations non gouvernementales pour l'environnement, comme, par exemple, l'UICN, le PNUE, le PNUD et l'Unesco. Cette année n'a pas fait exception : des réunions se sont tenues sur différents sujets, depuis les zones protégées, la biodiversité et l'élevage en captivité jusqu'à l'énergie non polluante, la désertification et les changements climatiques.

Au printemps 2001, une réunion extraordinaire du Conseil des ministres arabes responsables de l'environnement (CAMRE), à Abu Dhabi, a examiné le rapport 'L'avenir du programme arabe pour l'environnement'. Elle a abouti à la conclusion d'un accord visant à mettre en place une stratégie cadre pour l'utilisation durable des ressources naturelles au XXI<sup>e</sup> siècle. Au cours de cette réunion, S.A. Cheikh Hamdan bin Zayed Al Nahyan, secrétaire d'état émirien aux Affaires étrangères, a réaffirmé que les E.A.U. s'engageaient, dans la mesure du possible, à jouer le rôle de leader.

Des politiques strictes en matière de santé, de sécurité et d'environnement ont été adoptées pour l'industrie ; elles englobent la réalisation obligatoire, avant tout développement, d'une évaluation approfondie de l'impact sur l'environnement. Des études de suivi peuvent aussi être requises dans le cadre du processus. En conséquence, et c'est tout à leur honneur, plusieurs projets de développement ont tenu compte des considérations relatives à l'environnement et admis la nécessité d'en concevoir des variantes non préjudiciables, dans les zones écologiquement fragiles. Quant à l'industrie pétrolière, les efforts consentis et les frais engagés pour le développement et la mise en œuvre des toutes nouvelles technologies et pratiques non polluantes sont la preuve manifeste de l'engagement continu pris

par ce secteur en matière d'environnement. Le brûlage à la torchère, par exemple, a été réduit à près de 20 % du niveau de 1995, la suppression totale du brûlage à la torchère devant bientôt devenir réalité. Le protocole de Kyoto visant à lutter contre les changements climatiques sert toujours de base à ces efforts permanents.

Parmi les nouvelles lois nationales votées en cours d'année, il faut citer le durcissement des textes sur la pêche, afin de protéger les stocks commerciaux, et la réglementation du trafic de pétroliers pour réduire le risque de pollution par les hydrocarbures. Bien que les E.A.U. participent à la Convention sur le commerce international d'espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), l'application de ses dispositions a souvent été impossible. Après la visite d'une délégation du secrétariat de la CITES en octobre dernier, visite au cours de laquelle certains des problèmes de mise en œuvre ont été discutés, le gouvernement s'est fixé pour tâche de réexaminer les pratiques actuelles, dans le but de déterminer comment les E.A.U. peuvent parvenir à respecter pleinement les exigences de la Convention (voir ci-dessous).

Parmi les nombreuses informations importantes à rapporter, l'ouverture d'un bureau de projet par le Fonds mondial pour la nature (WWF) est particulièrement notable, les E.A.U. étant le premier pays de la péninsule à accueillir cet organe de protection de la nature de renommée internationale. Plusieurs organisations non gouvernementales nationales s'intéressant à l'environnement continuent d'étendre leurs activités et leur zone d'influence, et obtiennent des résultats significatifs, notamment pour ce qui est de l'éducation et de la sensibilisation en matière d'environnement, mais aussi au niveau des travaux de recherche scientifiques indépendants.

Dans le domaine des médias, plusieurs publications, reportages télévisés, magazines d'actualités et documentaires importants, ayant trait à l'environnement, à la faune et la flore, ont vu le jour en cours d'année, certains d'entre eux sont traités ci-après. Les questions d'environnement continuent de susciter l'intérêt des médias, à la fois dans le pays et à l'étranger, les chaînes de télévision émiriennes diffusant souvent des reportages sur la faune, sur la flore et sur des sujets annexes, aux heures d'écoute maximum.

#### LES ACTIVITÉS AU NIVEAU FÉDÉRAL

Le Conseil des ministres arabes responsables de l'environnement (CAMRE), représentant 19 États arabes et soutenu par le PNUE, s'est réuni à Abu Dhabi au printemps 2001 pour arriver à un accord sur l'élaboration d'une stratégie en vue de l'utilisation durable des ressources naturelles au XXI<sup>e</sup> siècle. Cette réunion s'est conclue positivement par la publication de la 'Déclaration d'Abu Dhabi', qui souligne



les problèmes les plus graves auxquels les pays arabes sont actuellement confrontés : pénurie d'eau, surface de terres limitée et dégradation des sols ; consommation non durable des ressources naturelles ; rapide urbanisation et problèmes afférents ; détérioration des zones côtières et des milieux marins. Ce même document renferme en conclusion l'engagement d'améliorer cette situation dans les deux décennies à venir.

#### L'INDUSTRIE

Le groupe de sociétés appartenant à l'Abu Dhabi National Oil Company (ADNOC) a accordé une attention particulière aux émissions polluantes dans l'atmosphère et à l'évacuation des déchets. Au sein de l'industrie pétrolière, le brûlage à la torchère est réduit aujourd'hui à près de 20 % du niveau de 1995, la suppression totale du brûlage à la torchère étant désormais très proche. On s'est fixé l'année 2003 comme date butoir, ce qui est ambitieux (on ne devra alors recourir au brûlage à la torchère qu'en cas d'urgence). L'Abu Dhabi Oil Company Ltd. (ADOC), qui opère dans les eaux écologiquement sensibles d'un milieu marin que l'on se propose de protéger, a pris des mesures en vue d'introduire l'injection de gaz acide, ainsi que la suppression totale du brûlage à la torchère et l'évacuation des eaux usées dans le puits, conformément à la politique du Groupe ADNOC en matière de santé, de sécurité et d'environnement.

Les sources d'énergie non polluantes et renouvelables sont également sous le feu des projecteurs dans cette région, l'énergie solaire bénéficiant d'une attention particulière, ce qui n'a rien de surprenant. Plusieurs des principales sociétés pétrolières participent activement à la recherche et au développement dans ce domaine. Certaines situations se prêtent tout particulièrement à l'utilisation de l'énergie solaire. Dans les régions plus isolées du pays, l'énergie solaire satisfait les besoins domestiques en énergie, alimente les stations d'épuration de l'eau en zone rurale, les feux de bord et les balises, les panneaux de circulation routière et les cabines téléphoniques. L'Abu Dhabi Company for Onshore Oil Operations (ADCO), qui appartient au Groupe ADNOC, utilise avec succès l'énergie solaire pour supprimer les événements de gaz aux sites de forage.

Parmi les activités des entreprises commerciales, outre leurs audits écologiques indépendants, figure le soutien financier permanent apporté pour des conférences, des recherches universitaires, l'octroi de bourses d'études, la publication de livres et de magazines d'histoire naturelle et bon nombre d'autres causes louables. Diverses sociétés, bien trop nombreuses pour les citer ici, fournissent un tel appui, et on peut se féliciter de ces gestes philanthropiques.



## LES RÉUNIONS ET SYMPOSIUMS INTERNATIONAUX

L'Exposition et Conférence 2001 sur l'environnement, portant le sous-titre 'Défis et solutions pour un développement durable', s'est déroulée à Abu Dhabi en février 2001. À l'occasion de cette manifestation, S.A. Cheikh Hamdan bin Zayed Al Nahyan, secrétaire d'état émirien aux Affaires étrangères et Président adjoint de l'ERWDA, a publié dans le *Guardian* (journal britannique) et dans l'*International Herald Tribune* (journal américain) des articles exprimant en toute franchise son opinion quant aux efforts faits par les E.A.U. pour surmonter les divers problèmes écologiques provenant du développement. Cheikh Hamdan n'aurait pu s'exprimer plus clairement : 'Nous sommes conscients du fait qu'en finançant notre programme de développement certes ambitieux, nous avons une responsabilité non seulement envers notre propre environnement, mais aussi envers celui de la planète tout entière.'

La 'Déclaration d'Abu Dhabi', qui a résulté de la réunion de la CAMRE immédiatement avant cette conférence, a également été mentionnée.

Parmi les autres réunions importantes qui ont eu lieu cette année, figurent celles qui ont été organisées par l'Agence fédérale pour l'environnement (FEA), en collaboration avec l'Organisation régionale pour la protection du milieu marin (ROPME) et avec l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), sur la 'Gestion de l'environnement côtier' ; un symposium sur la biodiversité, tenu à l'Université des E.A.U. à Al Ain ; et un atelier animé par le Groupe de défense de l'environnement spécialiste de la reproduction de la Commission sur la survie des espèces de l'Union mondiale pour la nature (UICN) et organisé par la Direction de l'environnement et des zones protégées (EPAA) à Sharjah.

## LES MANIFESTATIONS

La quatrième journée nationale de l'environnement, aux E.A.U., le 4 février 2001, a été remarquée. De nombreuses manifestations ont eu lieu sur une semaine, suite aux efforts consentis, principalement, par l'Agence fédérale pour l'environnement (FEA), qui a ciblé un public de tous âges, mais plus spécialement les enfants d'âge scolaire. Ceci coïncidait avec l'Exposition et Conférence 2001 innovante sur l'environnement, qui est décrite ci-dessus.

## LES ORGANES DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

L'éducation en matière d'environnement, bien qu'elle ne figure pas encore officiellement au programme scolaire dans la plupart des cas, est aujourd'hui dispensée du primaire à l'enseignement postsecondaire. L'Agence pour la recherche



sur l'environnement et le développement de la faune et de la flore (ERWDA) poursuit ardemment un programme d'éducation et de sensibilisation en matière d'environnement, non seulement auprès des enfants d'âge scolaire, mais aussi sur l'ensemble des secteurs, y compris le monde des affaires. Les organisations non gouvernementales (ONG), telles que le Groupe émirien pour l'environnement (EEG) et la Société des amis de l'environnement (EFS) ont adopté une approche semblable, tous de manière très active, en dépit de leur statut d'organisations entièrement bénévoles. En cours d'année, le Centre de contrôle de l'alimentation et de l'environnement (FECC), basé à Abu Dhabi, et Shell Abu Dhabi ont lancé un magazine sur l'environnement destiné aux enfants d'âge scolaire : *Al Bee'ee Al Sagheer*, le premier de ce genre aux E.A.U..

Des travaux de recherche sur la faune et la flore sont poursuivis à la fois aux E.A.U. et à l'étranger, en particulier par l'ERWDA. L'incitation à une chasse durable, qui dépend elle-même d'une connaissance de l'écologie des populations de gibier tout comme de celles des faucons utilisés par les groupes de chasseurs, revêt une importance particulière. Les soins vétérinaires et la recherche restent à la pointe du développement.

La création par le Fonds mondial pour la nature (WWF) d'un bureau de projet dans la capitale des E.A.U., s'est réalisée en 2001. Aux termes d'un protocole d'accord avec l'ERWDA, le WWF se chargera principalement de la coordination et du renforcement des capacités, s'intéressant plus particulièrement à l'éducation en matière d'environnement, à l'établissement de zones protégées et à la conservation des espèces qui inquiètent, comme par exemple le dugong (*Dugong dugong*), menacé d'extinction, et les tortues. Comme c'est le cas pour un grand nombre d'autres activités écologiques sur l'ensemble du pays, un 'Club d'entreprises' comprenant un grand nombre des sociétés locales fournira le financement nécessaire pour permettre au WWF d'accomplir sa mission et, en temps voulu, d'étendre ses activités.

## LA LÉGISLATION

Une nouvelle loi fédérale visant à protéger les stocks de poissons est entrée en vigueur en cours d'année. Elle permettra également d'améliorer la détection des activités de contrebande. Un autre décret, ayant pour objet particulier de réduire le risque de pollution intentionnelle ou accidentelle des mers, fournit une liste des nations proscrites octroyant des 'pavillons de complaisance'. Tout vaisseau ainsi immatriculé n'aura pas l'autorisation de circuler dans les eaux des E.A.U. Néanmoins, des déversements accidentels de pétrole se produisent toujours. En avril 2001, le naufrage du pétrolier *Zainab*, au large de Djebel Ali, a causé des

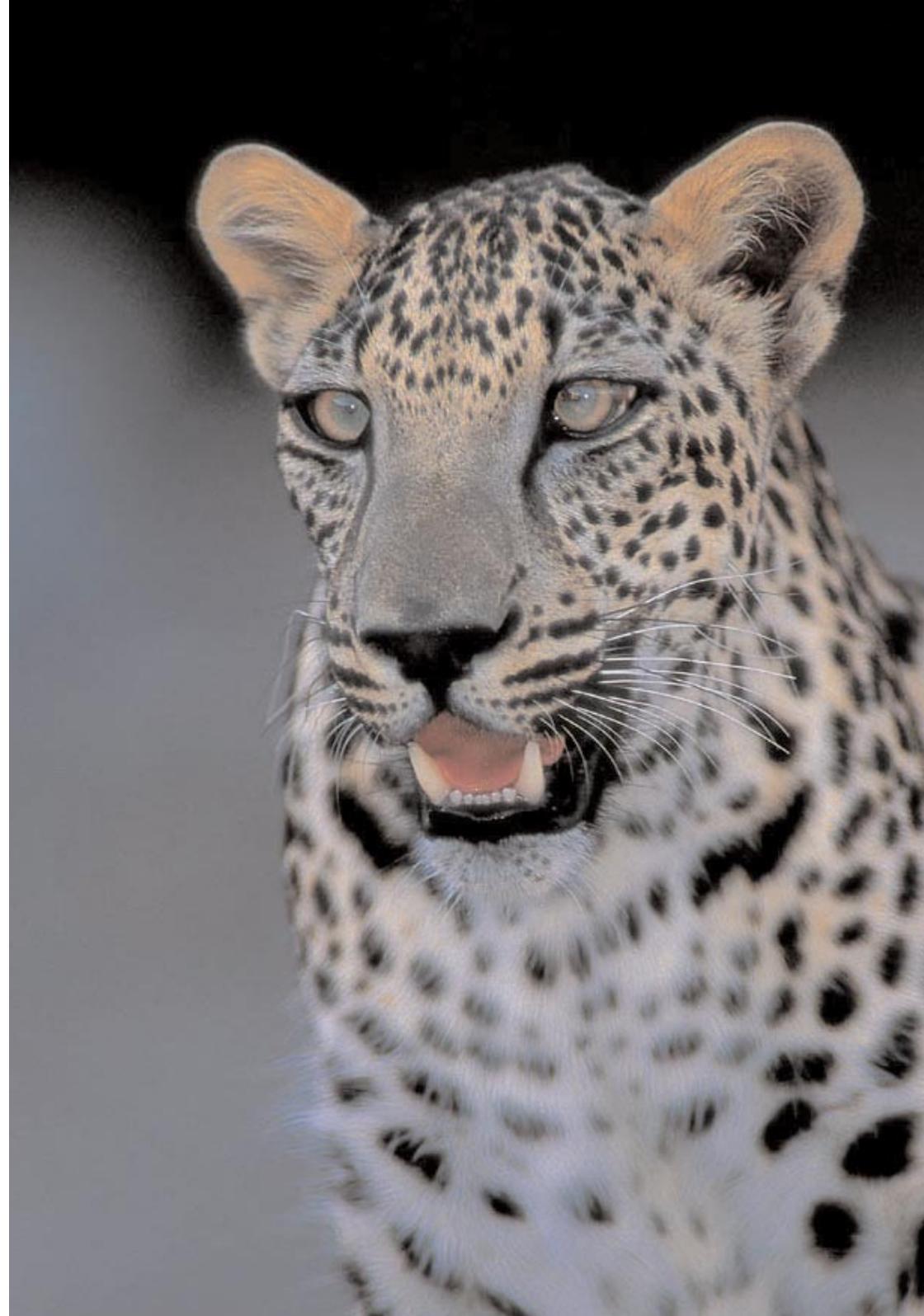


perturbations à Dubaï et dans les émirats du nord, nécessitant, par mesure de précaution, la fermeture provisoire de plusieurs usines de dessalement. Des stocks de matériel d'intervention en cas de déversement et un personnel spécialisé sont disponibles dans plusieurs endroits aux E.A.U. et, cet écoulement a été traité, heureusement, avec rapidité et efficacité. Néanmoins, les coûts réels de tels incidents sont presque incommensurables, en raison de leur réaction en chaîne et de leur impact sur les sources de revenus locales, en particulier sur les intérêts commerciaux, qu'ils soient directement ou seulement indirectement touchés. Toujours soucieux des problèmes causés par les déversements accidentels de pétrole, Air BP a développé, en cours d'année, des capacités supplémentaires de réponse à une pollution par les hydrocarbures au Port Khalid, à Sharjah.

#### LES ZONES PROTÉGÉES

Les progrès se poursuivent quant à l'établissement de zones protégées au niveau des émirats individuels. En janvier 2001, le Prince héritier d'Abu Dhabi, Cheikh Khalifa bin Zayed Al Nayan a signé un décret sur l'établissement d'une zone maritime protégée, couvrant 4 255 km<sup>2</sup> d'eaux côtières à l'ouest de l'émirat d'Abu Dhabi. Cette zone comprend plusieurs îles importantes du point de vue de la faune, de la flore et du patrimoine, et notamment celles de Marawah, Bu Tini, Liffayah et Bazm al Gharbi. Première zone maritime protégée officiellement déclarée comme telle aux E.A.U., celle-ci renferme certains des massifs de salicorne parmi les plus étendus des E.A.U., d'importantes aires d'alimentation pour les dugongs et les tortues (espèces menacées d'extinction), ainsi que des aires où les poissons viennent se reproduire. Aux termes du décret, toute pêche, commerciale ou non, est interdite dans cette zone. L'Agence pour la recherche sur l'environnement et le développement de la faune et de la flore (ERWDA) sera chargée de la gestion de la zone maritime protégée de Marawah, en association avec la Société archéologique des îles d'Abu Dhabi (ADIAS), qui sera responsable des aspects de la gestion concernant le patrimoine. C'est à Marawah que se trouve le plus ancien site archéologique jamais découvert aux E.A.U..

Dans l'émirat de Sharjah, l'île de Sir Abu Nu'air, importante pour la nidification des tortues et des oiseaux de mer, a maintenant été classée 'réserve'. Dans un même temps, au large de la côte est, on a continué, tout au long de l'année, de surveiller trois petites zones situées dans les environs d'Aqqah et de Dhahnad, qui ont été déclarées 'réserves maritimes' par Fujairah. Ceci a conduit à l'arrestation de plusieurs pêcheurs et passionnés de plongée, qui ne respectaient pas le règlement visant à protéger les réserves.



## L'ÉLEVAGE EN CAPTIVITÉ

La double fonction d'éducation en matière d'environnement et de gestion écologique hors parc naturel qu'exercent les centres d'élevage en captivité d'espèces sauvages a été mise en vedette, cette année, par les médias émiriens. Le Centre d'élevage d'espèces arabes de faune et de flore sauvages, unanimement salué, qui fait partie de la Direction de l'environnement et des zones protégées (EPAA) de Sharjah, a remarquablement réussi à faire naître deux jeunes léopards d'Arabie, *Panthera pardus nimr*, en début d'année 2001. Un accord de coopération entre l'EPAA et la direction correspondante (EPC) au Yémen a conduit à l'inscription, absolument indispensable, d'autres léopards en captivité au stud-book, afin qu'ils puissent être agréés pour des prêts en vue de leur reproduction. Aux termes d'un autre accord, cette fois entre l'EPAA et la Direction générale de l'agriculture et des services vétérinaires d'Oman, ce même institut a obtenu le prêt d'un tahr d'Arabie, *Hemitragus jayakari*, pour la reproduction. Cet ongulé rare et fortement menacé d'extinction est endémique des hautes montagnes des E.A.U. et du nord d'Oman, et suscite par conséquent un intérêt écologique particulier.

## LA CITES

Bien que les E.A.U. soient devenus membre de la Convention sur le commerce international d'espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) en 1974, l'application du règlement de la CITES est souvent restée illusoire. Ceci est dû, en partie, à l'exportation illicite de cargaisons d'espèces sauvages vivant aux E.A.U. par d'autres pays. En cours d'année, on a saisi plusieurs chargements de ce type, mais, malheureusement, beaucoup d'animaux périssent en route et la réadaptation des survivants n'est que rarement possible, en dépit de tous les efforts faits par des organismes tels que l'Agence d'Abu Dhabi pour la recherche sur l'environnement et le développement de la faune et de la flore, qui a relâché dans les déserts du Pakistan plusieurs outardes houbara qui avaient été confisquées. De nouvelles mesures faisant intervenir la police, les municipalités et les douaniers, ainsi que les ministres de la Justice et de l'Intérieur et les diverses agences gouvernementales, sont en cours de préparation. Celles-ci devraient permettre aux E.A.U. de se conformer pleinement au règlement de la CITES. En attendant leur introduction et leur approbation, le commerce autorisé d'espèces de faune et de flore sauvages à destination et en provenance des E.A.U. a été suspendu par la CITES.

## LE PRIX

Cette année, le Prix international Zayed pour l'environnement a été décerné à l'ancien Président américain, Jimmy Carter, pour sa 'vision futuriste' et son travail



en ce qui concerne la pauvreté, le bien public et la paix dans le monde. Le Général Cheikh Mohammed bin Rashid al Maktoum a remis le prix à Jimmy Carter en avril 2001, à Dubaï.

#### DES REMARQUES DE SYNTHÈSE

Pour finir, on peut indiquer que des travaux de reconnaissance écologique, qui ne sont pas sans importance, se poursuivent ; ils ont conduit à la découverte de plusieurs espèces jusqu'ici inconnues aux E.A.U.. La musaraigne naine de Savi, *Suncus etruscus*, peut-être le plus petit mammifère au monde, a été identifiée à Sharjah, alors qu'à l'autre extrémité de l'échelle, une petite bande d'épaulards, *Orcinus orca*, et leurs petits ont été filmés au large d'Abu Dhabi. Ceci confirme pour la première fois la présence dans le Golfe de cet animal qui vit en général le plus souvent dans des eaux froides.

Lors de la Conférence de 2001 sur l'environnement, il a été déclaré que la chance qu'ont les E.A.U. d'être un pays prospère, ne doit pas les empêcher de former des alliances avec leurs voisins, riches ou pauvres, afin de trouver des solutions réalisables à leurs problèmes communs d'environnement. Ceci a été nuancé par S.A. Cheikh Hamdan bin Zayed Al Nahyan, secrétaire d'état émirien aux Affaires étrangères et Président d'ERWDA Progress, qui soutient la détermination des E.A.U. à jouer un rôle constructif sur le plan de la résolution des problèmes d'environnement importants qui affectent la région.

Cheikh Hamdan n'aurait pu s'exprimer plus clairement :

*Nous sommes conscients du fait qu'en finançant notre programme de développement ambitieux, nous avons une responsabilité non seulement envers notre propre environnement, mais envers celui de la planète tout entière . . . en définitive, ceci va exiger l'adoption de politiques sévères et le courage de les appliquer si nous voulons enrayer l'effrayante menace qui pèse sur notre avenir commun . . . l'enjeu est considérable . . .*

Le bien-être de la société humaine, ainsi que celle des diverses espèces, depuis les musaraignes naines jusqu'aux épaulards, dépend d'un engagement sans cesse renouvelé, qui repose sur les progrès technologiques et le respect de pratiques appropriées. Les E.A.U ont accepté de relever ce défi.